



Rapport annuel 2022-2023

Créer de nouvelles
avenues pour atteindre
zéro émission nette

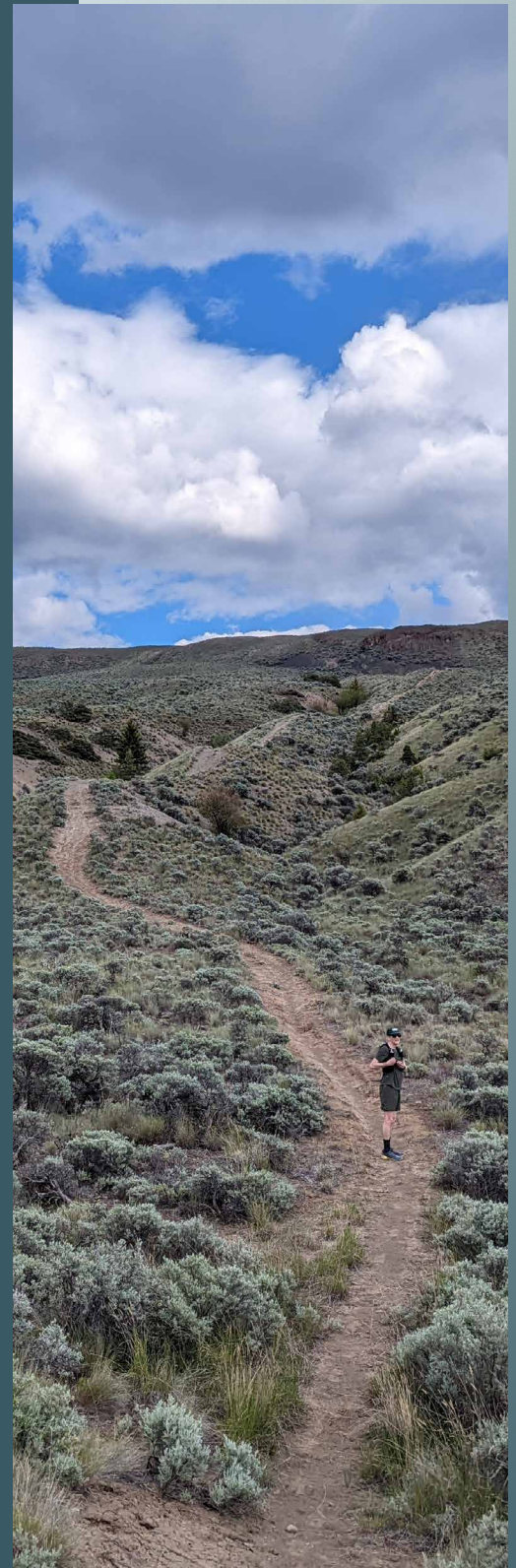


Canada Climate
Law Initiative

L'Initiative canadienne
de droit climatique

Contenu

- 3 Message des co-investigatrices principales
- 4 Message de la directrice
- 5 L'organisation en un coup d'œil
- 6 Nos priorités
- 7 Domaines d'intervention
- 8 Présentations aux conseils d'administration
- 9 Génération de connaissances
- 10 Recommandations politiques
- 11 Nouveau programme de micro-certificat
- 12 Évènements
- 13 Protection des écosystèmes marins
- 14 Future Minerals Institute
- 15 Experts
- 16 Leadership
- 17 Donateurs



Message des co-investigatrices principales

Dre Janis Sarra
Professeure Cynthia Williams
Dre Carol Liao
Dre Barnali Choudhury
Terri-Lynn Williams-Davidson
Dre Sara Ghebremusse

L'Initiative canadienne de droit climatique (CCLI) a eu une année extraordinaire. Notre travail s'est concentré sur quatre domaines d'une importance cruciale : Notre travail en politiques et réglementations mené par Dre Janis Sarra pour amener les entreprises et les institutions financières canadiennes vers une gouvernance climatique efficace et à réaliser des plans de transition vers zéro émission nette; des présentations aux conseils d'administration d'entreprises et de régimes de retraite, à des associations sectorielles et à des professionnels du droit; la conception d'un programme de certificat en droit climatique et gouvernance d'entreprise; la recherche et la publication de nouvelles orientations sectorielles sur la gouvernance en collaboration avec des experts du secteur bancaire, de l'immobilier et minier.

Notre équipe a été renforcée par l'arrivée d'une nouvelle co-investigatrice principale, la Dre Ghebremusse, qui apporte une expertise significative en matière de politique et gouvernance minière durable. Avec notre partenaire international, la Commonwealth Climate and Law Initiative fondé à Oxford University, nous avons réussi à élargir les connaissances des obligations fiduciaires et la gouvernance climatique efficace, en travaillant avec des partenaires au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Australie, à Singapour, au Japon, dans l'Union Européenne et en Afrique du Sud.

Un grand nombre de nos succès de l'année sont dus à notre intrépide directrice, Sonia Li Trottier, qui travaille avec les 15 chercheurs affiliés à CCLI et 72 experts canadiens en gouvernance climatique, tous d'éminents professionnels qui donnent de leur temps bénévolement pour les présentations sur la gouvernance climatique efficace.

Pour l'année à venir, CCLI continuera à tirer parti de son expertise dans la gestion d'une gouvernance climatique et de l'accélération des politiques qui soutiennent la finance durable. Notre travail continuera à bénéficier du travail de la professeure Cynthia Williams pour améliorer les règles de divulgation de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Sonia Li Trottier continuera à travailler avec nos experts canadiens en gouvernance climatique pour engager avec les administrateurs, les dirigeants, les gestionnaires d'actifs et les fiduciaires de retraite sur la gouvernance climatique efficace dans la transition vers zéro émission nette. Dre Carol Liao et Dre Sara Ghebremusse développent un cadre légal et politique pour une stratégie sur les minéraux critiques visant à soutenir l'émergence du Canada en tant que leader dans l'approvisionnement en minéraux pour l'électrification. Terri-Lynn Williams-Davidson participe au co-développement d'une nouvelle voie pour faire progresser le leadership autochtone en matière de partage durable et équitable des ressources pour les communautés autochtones alignée sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les engagements de réconciliation et de carboneutralité du Canada. Dre Barnali Choudhury étudie les fondements politiques pour transformer le Canada en leader mondial de la gouvernance climatique des entreprises nationales opérant à l'étranger à travers les droits de la personne et les stratégies de transition juste.

Merci à notre équipe, à nos experts, à nos chercheurs affiliés, à nos facultés de droit et aux six fondations qui soutiennent si généreusement notre vision et notre travail.

Message de la directrice



Sonia Li Trottier

Directrice

Initiative canadienne de droit climatique

J'espère que notre rapport annuel vous incitera à poursuivre ou à entreprendre votre cheminement climatique. Chaque pas vers l'avant et action compte. Je vous mets au défi de penser à long terme et d'inclure systématiquement une perspective climatique dans votre travail.

Alors que je réfléchis sur l'année écoulée, je suis impressionnée par le travail de notre communauté pour avancer la transition du Canada vers une économie carboneutre. En collaboration avec des associations professionnelles et des experts, nous avons publié trois guides sectoriels de gouvernance climatique que nous utilisons pour engager les administrateurs, les fiduciaires et les dirigeants de manière innovante pour favoriser des discussions sur la gouvernance climatique. Nous sommes fiers d'avoir engagé directement avec plus de 600 administrateurs et fiduciaires et d'avoir atteint plus de 2 400 participants lors de nos événements publics. Nous sommes heureux des développements en politique climatique qui ont eu lieu au Canada et au niveau international. Nous avons soutenu le développement de la ligne directrice B-15 du BSIF, l'exigence de divulgation des risques et opportunités climatiques pour les entreprises la plus complète.

Nous sommes enthousiastes à propos de notre prochain programme de micro-certificat Risque climatique & ESG pour la gouvernance d'entreprise et la prise de décision. Débutant en octobre 2023, ce programme aidera les professionnels à poursuivre leur parcours d'apprentissage en gouvernance climatique.

Travailler sur les questions liées aux changements climatiques peut parfois s'avérer décourageant. L'année dernière,

l'ouragan Fioana a frappé le Canada atlantique, inondant les rues et les maisons, et laissant des milliers de personnes sans électricité.

Les tempêtes qui ont frappé les Prairies l'été dernier ont entraîné des dommages assurés de plus de 300 millions de dollars, et plus récemment, l'Ontario et le Québec ont connu une tempête de verglas qui a privé des millions de personnes d'électricité, causant des décès et de graves dommages aux biens et infrastructures. Ces événements - qui ne sont plus si rares - sont dévastateurs et devraient être un signe d'alarme pour les gouvernements et les entreprises pour repenser la façon dont ils gèrent les risques. Le risque climatique est une menace pour la stabilité de notre système financier et a un impact direct sur nos communautés. Ces événements devraient augmenter l'urgence sociale de s'adapter et d'atténuer les risques climatiques. Les petites et grandes victoires sont ce qui me font avancer.

J'espère que notre rapport annuel vous incitera à poursuivre ou d'entreprendre votre cheminement climatique. Chaque pas vers l'avant et action compte. Je vous mets au défi de penser à long terme et d'inclure systématiquement une perspective climatique dans votre travail.

Sonia Li Trottier



Notre mission est de permettre aux administrateurs, dirigeants, décideurs politiques et organismes de réglementation canadiens de mener le Canada en toute confiance et rapidement vers zéro émission nette avec la gouvernance climatique efficace.

NOTRE ANNÉE EN CHIFFRES

69

présentations aux conseils
d'administration cette année

169

présentations aux conseils
d'administration depuis notre création

621

administrateurs atteints cette année

7

soumissions politiques

64

rencontres avec des décideurs politiques

4

nouvelles publications

Nos priorités

PRÉSENTATIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION | RECHERCHE | POLITIQUE | ÉDUCATION



PRÉSENTATIONS

Engager avec les conseils d'administration

Avec le soutien de nos experts en gouvernance climatique, nous offrons des présentations gratuites, privées et confidentielles aux conseils d'administration et fiduciaires de retraite pour aider les entreprises canadiennes à considérer, gérer et divulguer les risques climatiques. Nous créons un environnement favorable pour les administrateurs, dirigeants et fiduciaires afin qu'ils aient des discussions importantes sur la gouvernance climatique efficace et qu'ils comprennent mieux leurs obligations fiduciaires en matière de climat et d'investissement responsable.

RECHERCHE

Génération et partage de connaissances

CCLI est la principale organisation canadienne qui mène des recherches et des analyses juridiques de pointes sur la gouvernance climatique et les domaines connexes de la finance durable, la finance de conservation, le droit et la gouvernance d'entreprise et les partenariats autochtones. Nous croyons que le partage des connaissances est essentiel pour soutenir les administrateurs, dirigeants et fiduciaires canadiens dans leurs devoirs face au changement climatique et accélérer la transition vers une économie carboneutre.

POLITIQUE

Influencer les politiques

Nous croyons que l'amélioration de la réglementation sur les risques et opportunités climatiques, en particulier les risques financiers liés au climat, est essentiel à la transition vers une économie carboneutre et pour être un leader climatique. CCLI s'appuie sur sa recherche juridique et climatique pour fournir des recommandations politiques éclairées aux décideurs politiques aux niveaux fédéral et provincial.



ÉDUCATION EN LIGNE

Préparer les professionnels à diriger

Cette année, nous avons travaillé d'arrache-pied pour développer un nouveau programme d'éducation en ligne en collaboration avec l'University of British Columbia. Les étudiants peuvent s'inscrire dès maintenant au programme en ligne de 8 semaines qui débutera en octobre 2023. Il vise à les doter avec les compétences et connaissances pour prendre des décisions sur les risques climatiques et mener sur les enjeux ESG dans leur milieu de travail, quel que soit le secteur.



PRÉSENTATIONS AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION

Conversations avec les entreprises canadiennes

Dans la dernière année, nos experts ont présenté à 69 conseils d'administration. Cela représente plus de 621 administrateurs. 49% de ces entreprises étaient en Colombie-Britannique et Ontario et 42% étaient au Québec. 17% étaient du secteur financier et des assurances et 16% étaient du secteur manufacturier.

L'an dernier, dans le cadre de nos efforts pour engager efficacement auprès des entreprises et d'élargir notre champ d'action, nous avons adopté des stratégies créatives et organisé des tables rondes de discussion adaptées à des secteurs et régions spécifiques. De plus, nous avons opté pour une combinaison de sessions virtuelles et en personne pour répondre aux diverses préférences. Avec notre partenaire Québec Net Positif, nous avons joint nos forces pour offrir nos sessions d'éducation aux administrateurs de petites et moyennes entreprises au Québec.

Depuis notre création, nous avons livré plus de 160 présentations. Nous estimons que les grandes entreprises sont en train de créer des infrastructures pour gérer les risques et les opportunités climatiques, mais les petites et moyennes entreprises n'en sont qu'à leurs débuts sur la voie de la carboneutralité. Dans plusieurs cas, elles n'ont pas encore commencé. Nous croyons que l'amélioration des connaissances en gouvernance climatique est une étape essentielle pour renforcer les capacités des entreprises à prendre des actions climatiques.

Les résultats d'une évaluation de programme, réalisée entre janvier et février 2023, indiquent que 60% des conseils d'administration ont pris au moins une action climatique après avoir reçu une présentation de CCLI. Les actions concernaient l'expertise climatique et une mise à jour régulière de l'information sur le risque et la gouvernance climatique au niveau du conseil d'administration.

Nous avons présenté au conseil d'administration de Kiwetinohk Energy Corporation, une « entreprise d'énergie en transition » basée à Calgary, Alberta. C'était une opportunité de discuter avec les administrateurs de leurs responsabilités pour assurer une supervision adéquate du risque climatique, des politiques et exigences de divulgation climatique actuelles et émergentes de même que de leurs obligations fiduciaires en matière de climat. Après la présentation, le conseil a continué à se tenir informé et deux membres de l'équipe de direction ont participé aux tables rondes que nous avons organisées.

PUBLICATIONS DE RECHERCHE

Génération & partage de connaissances

Notre équipe de chercheurs publie des rapports afin de générer et partager des connaissances avec les entreprises, les décideurs politiques, les universitaires et le public. Cette année, nous avons publié trois guides et un rapport.

Une gouvernance climatique efficace pour le secteur minier : Guide à l'intention des émetteurs de la Bourse de croissance TSX

Par Mona Forster

Un guide de gouvernance climatique efficace pour le secteur immobilier commercial canadien : Bâtir pour un avenir net zéro

Par Temitope Onifade et Helen Tooze

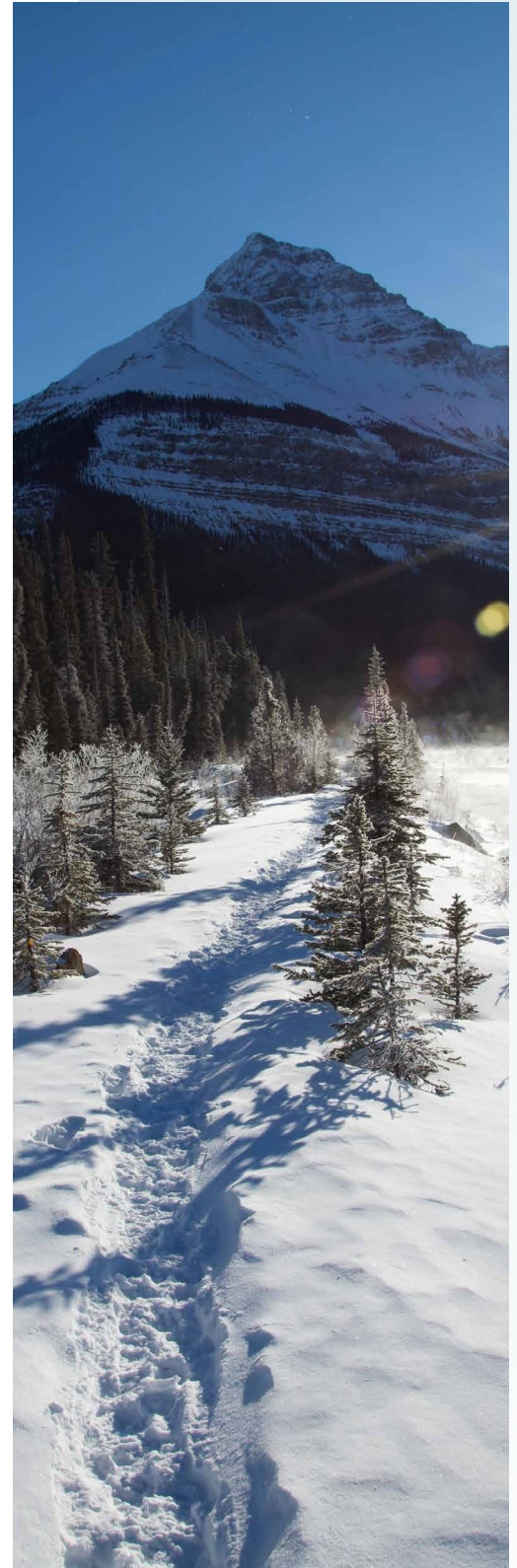
Investir dans un avenir neutre en carbone : Une gouvernance climatique efficace pour les banques canadiennes

Par Dre Janis Sarra

avec la collaboration de Norie Campbell

A New Dawn in Climate Disclosure: Comparing Canada's proposed National Instrument 51-107 with proposed SEC rules and IFRS/ISSB standards

Par Dre Janis Sarra





INFLUENCE POLITIQUE

Influencer les décisions nationales et provinciales

Les politiques climatiques canadiennes, en particulier ce qui concerne les réglementations qui affectent les entreprises et les régimes de retraite, progressent. Toutefois, elles sont en retard par rapport à plusieurs juridictions en ce qui concerne la transition vers une économie carboneutre. Bien que le Canada ait réalisé des avancées considérables, telles que l'obligation de divulgation des institutions financières réglementées au niveau fédéral, des actions plus ambitieuses sont nécessaires pour assurer la transition de l'ensemble de l'économie. Le pays doit accélérer ses efforts pour aligner les réglementations des entreprises avec les objectifs de zéro émission nette, favoriser les investissements verts et encourager les pratiques de finance durable.

Le Canada a réalisé d'importants progrès dans l'élaboration de politiques pour avancer la transition vers une économie carboneutre pour le secteur privé l'année dernière. Parmi les développements notables, le Bureau du Superintendant des Institutions Financières a publié sa ligne directrice B-15, Gestion des risques climatiques, qui est la norme la plus importante au Canada jusqu'à maintenant pour soutenir la transition vers zéro émission nette en imposant des exigences complètes aux institutions financières réglementées au niveau fédéral. Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont également publié leur Projet de Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques pour les sociétés cotées en bourse de divulguer les principaux risques et opportunités climatiques alignés avec le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). L'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR) a également publié sa ligne directrice sur les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans la gestion des régimes de retraite, qui spécifie trois grands principes ESG. L'instrument national des ACVM et la ligne directrice de l'ACOR sont tous deux en cours d'examen après leur consultation publique respective. Enfin, les progrès réalisés par le Conseil d'action en matière de finance durable (CAFD) en matière de taxonomie verte et de transition constituent un autre développement majeur. Le CAFD a publié son rapport sur la feuille de route en mars. Il doit maintenant établir la structure de gouvernance à long-terme afin de créer formellement et maintenir la taxonomie et développer un projet de taxonomie pour l'investissement climatique.

L'année dernière, nous avons soutenu plusieurs décideurs politiques, fonctionnaires et régulateurs financiers prudeniels fédéraux et provinciaux à rédiger des réglementations sur le climat en fournissant du soutien et des conseils en matière de recherche juridique. Nous sommes satisfaits de l'élan qui s'est développé dans l'espace public. Malgré les développements nationaux et internationaux, il reste beaucoup à faire pour assurer que l'ensemble de l'économie soit sur la voie de zéro émission nette.



RENCONTREZ LES CONCEPTEURS
DU COURS

Alison Schneider et Gigi Dawe ont travaillé avec les spécialistes d'éducation de UBC pour développer un nouveau programme.

Alison Schneider est la directrice principale d'Encompass ESG Corporation et ancienne vice-présidente de l'investissement responsable chez AIMCo, où elle a mis en place programme d'investissement responsable et un cadre de gouvernance axé sur l'intégration sur l'intégration ESG. Gigi Dawe est vice-présidente de la politique et de la recherche à l'Institut des administrateurs de sociétés. Elle a dirigé le service de surveillance et de gouvernance à CPA Canada pendant plus de vingt ans et enseigne la responsabilité et l'éthique des entreprises à York University. Alison et Gigi ont toutes les deux une compréhension approfondie des besoins des professionnels en matière d'amélioration de leurs connaissances sur les risques et opportunités liés au climat et aux enjeux ESG. Elles ont uni leurs forces et leur expertise pour concevoir un programme de formation sur le climat et les risques ESG. Alison sera également l'institutrice du cours, en guidant les étudiants à travers leur parcours d'apprentissage et animera trois sessions Zoom.

PROGRAMME DE MICRO-CERTIFICAT

Risque climatique & ESG pour la gouvernance d'entreprise et la prise de décision

À travers notre travail avec les administrateurs, les fiduciaires et la haute direction de diverses entreprises à travers le Canada, nous avons réalisé qu'il y a une demande pour plus d'informations et de formation que nous ne pouvons fournir en une heure de présentation. Grâce à une généreuse subvention de la Lew Family Foundation et le soutien de nos bailleurs de fonds, nous avons pu élargir notre offre à ceux qui recherchent une formation plus approfondie.

L'Initiative canadienne de droit climatique s'est associée à la Allard School of Law de l'University of British Columbia pour vous proposer un programme de formation en ligne flexible de 8 semaines. Ce micro-certificat permettra aux administrateurs, aux dirigeants, aux conseillers juridiques et professionnels de la gouvernance d'acquérir des connaissances juridiques approfondies et une connaissance des meilleures pratiques pour la gestion des risques financiers liés au climat et des principales exigences réglementaires en matière de droit des sociétés, de droit des valeurs mobilières, de droit des pensions et de droit de l'environnement, en mettant l'accent sur le Canada.

À partir d'octobre 2023, ce cours offrira une formation pratique et concrète aux professionnels, y compris ceux qui travaillent présentement ou qui cherchent à acquérir des compétences supplémentaires pour améliorer leurs possibilités d'emploi.

Ce programme enseignera :

- Les principales considérations climatiques auxquelles les entreprises et les régimes de retraite sont confrontés lorsqu'ils prennent des décisions commerciales et d'investissement
- Les instruments et exigences juridiques et réglementaires complexes qui ont un impact direct sur les activités des entreprises et des organisations au Canada et à l'étranger
- Stratégies visant à améliorer la surveillance et la gestion des risques et des opportunités liés au climat

Les étudiants peuvent s'attendre à travailler 5-7 heures par semaine pour un total d'environ 50 heures. Les professionnels occupés peuvent apprendre à leur propre rythme, au moment qui leur convient le mieux.

Ceux qui compléteront le programme recevront un certificat de la Peter A. Allard School of Law et de l'Initiative canadienne de droit climatique.

ÉVÈNEMENTS

Du temps de qualité ensemble



Regardez nos webinaires: youtube.com/@canadacimatelawinitiative

DROIT DES AUTOCHTONES

Protection des écosystèmes marins

Les changements climatiques menacent le futur des peuples autochtones et leurs droits, rendant irréalisable la réconciliation des souverainetés voulues par le Canada. Il est important d'élever les voix des peuples autochtones afin qu'elles soient au premier plan lors de l'élaboration de politiques et réglementations visant à promouvoir une économie à zéro émission nette.

Les biosystèmes marins sont d'une importance cruciale pour la réconciliation étant donné la relation profonde entre les communautés autochtones du Canada et leurs territoires marins. Les fondements des modes de vie autochtones risquent d'être irrémédiablement sapés par l'augmentation des vagues de chaleur marine, l'acidification des océans et d'autres facteurs qui dégradent les écosystèmes marins.

Les peuples autochtones doivent jouer un rôle fondamental dans l'orientation des politiques environnementales, de la législation et des décisions relatives à l'utilisation des terres et des océans. Jusqu'à présent, l'implication des autochtones a été définie par « l'obligation de consultation » prévue par la loi constitutionnelle, qui affirme que les communautés autochtones doivent être consultées et potentiellement accommodées lorsque les décisions du gouvernement risquent d'empiéter sur les droits des autochtones issus des traités. Toutefois, la consultation n'implique souvent pas le consentement. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUFDA), qui a été officiellement adoptée au Canada, signifie que l'obligation de consulter n'est plus suffisante. La Couronne a la responsabilité fiduciaire de créer des structures qui soutiennent la prise de décision collaborative et menée par les autochtones en matière de politique et législation climatiques.

La recherche juridique menée par Terri-Lynn Williams-Davidson examine comment les lois autochtones ont été invoquées au niveau mondial et national pour protéger les océans. Cette recherche juridique comprend des échanges d'idées avec des communautés autochtones à travers le Canada sur la façon dont elles ont appliqué les lois autochtones pour protéger la biodiversité marine et les espèces clés culturelles qui sont fondamentales pour une réconciliation juste, équitable et durable. Notre objectif est d'envisager une nouvelle voie vers la réconciliation sociale et économique grâce au leadership autochtone dans la protection et la gestion des écosystèmes marins au Canada.



ÉNERGISÉ POUR MENER

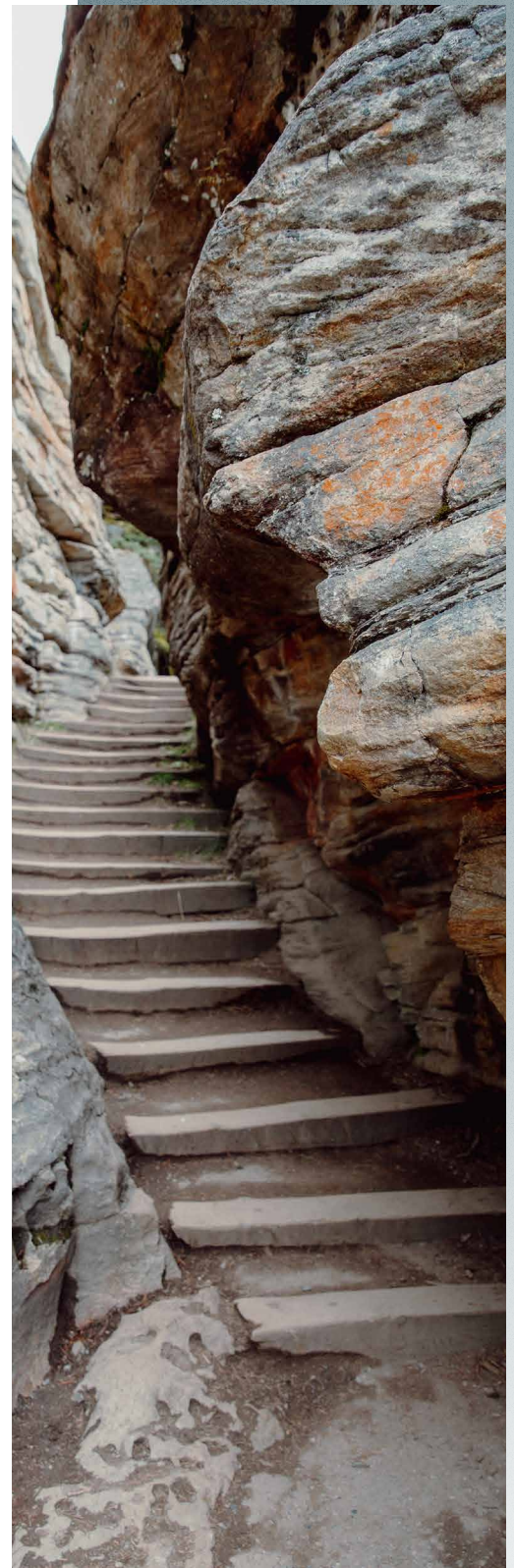
Future Minerals Institute

Le Canada est particulièrement bien placé pour soutenir la transition vers une économie carboneutre en tant que leader de l'approvisionnement en minéraux critiques pour l'électrification et les batteries. Pour atteindre cet objectif ambitieux, il faut repenser l'avenir de l'exploration minérale qui soit responsable, durable sur le plan de l'environnement et en réconciliation avec les communautés autochtones.

Le secteur minier contribue à hauteur de 97 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) du Canada, ce qui représente environ 6% du PIB total du pays. Il existe un potentiel de croissance énorme pour soutenir l'électrification des systèmes énergétiques du Canada. Cependant, plusieurs des méthodes actuelles d'extraction des ressources minérales ont un impact environnemental et social important, et beaucoup de ces ressources sont sur des terres autochtones et dans des économies émergentes, qui subissent souvent les conséquences de l'extraction tout en ne bénéficiant pas suffisamment de l'exploration et l'exploitation de ces ressources.

Nous sommes heureux de faire partie d'un consortium d'initiatives de l'UBC visant à mener des recherches sur les cadres juridiques de l'exploitation minière durable, sensibiliser et engager avec des parties prenantes clés, y compris le secteur privé, les décideurs politiques et les organismes de réglementation, afin de les guider dans le développement de ressources minérales qui soutiennent le leadership et les terres autochtones, et créer le Future Minerals Institute de l'UBC. Il est urgent de réunir les experts du secteur minier, tels que les autochtones, les ingénieurs, les géologues et les économistes pour soutenir une réflexion critique sur l'avenir des minéraux.

Le Future Minerals Institute stimulera l'innovation dans l'exploration minière afin de positionner le Canada, en particulier la Colombie-Britannique, comme leader de l'exploitation minière responsable et durable, et avancer les engagements du Canada à atteindre zéro émission nette d'ici 2050, de se réconcilier avec les autochtones et respecter la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



EXPERTISE EN GOUVERNANCE CLIMATIQUE

Notre communauté

NOS EXPERTS

Alison Schneider
 Amanda Pitre-Hayes
 Ameer Sandhu
 Amr Addas
 Andrea Moffat
 Andrew MacDougall
 Anne-Josée Laquerre
 Arlene Strom
 Barnali Choudhury
 Brenda Heelan Powell
 Brian Minns
 Bruno Caron
 Bryan Buggy
 Carol Hansell
 Carol Liao
 Catherine McCall
 Christie Stephenson
 Colin Brousson
 Cynthia Williams
 David Heurtel
 David Isaac
 Ed Ma, CR
 Eli Angen
 Emmanuelle Létourneau
 Eric St-Pierre
 Fenner Stewart
 Gigi Dawe
 Gildas Poissonnier
 Gregory Crowe
 Helle Bank Jorgensen
 Janis Sarra
 Jennifer King
 Jennifer Longhurst
 Jeremy Barretto
 Karen Fellowes, CR
 Kevin Thomas
 Laura Zizzo

Liane Langstaff
 Lisa DeMarco
 Margot Hurlbert
 Marie-Josée Privyk
 Mark Zelmer
 Mary Butter, CR
 Meghan Harris-Ngae
 Michel Brutti
 Michela Gregory
 Milla Craig
 Mona Forster
 Murray Gold
 Neil Pegram
 Nick Daube
 Oujala Motala
 Peter Arcese
 Peter Chapman
 Peter Spiro
 Poonam Puri
 Ravipal Bains
 Robert Walker
 Roger Beauchemin
 Roopa Davé
 Rosalie Vendette
 Sara Ghebremusse
 Sara Hastings-Simon
 Sara Seck
 Sharon Mascher
 Simon Archer
 Simon Sénécal
 Stephanie Bertels
 Stephen Kibsey
 Susan McGeachie
 Terri-Lynn Williams-Davidson, CR,
Gid7ahl Gudslaaay Lalaxaaygans
 Vincent Felteau

BIENVENUE AUX NOUVEAUX EXPERTS



Anne-Josée Laquerre
*Directrice exécutive & Co-fondatrice
 Québec Net Positif*



Nick Daube
*Avocat-conseil
 Resilient LLP*

Nos 72 experts en gouvernance climatique à travers le Canada donnent de leur temps bénévolement pour discuter avec les entreprises à n'importe quelle étape de leur parcours climatique. Nous remercions chacun d'entre eux pour leur contribution à notre mission.

LEADERSHIP

Notre communauté

CO-INVESTIGATRICES PRINCIPALES



Barnali Choudhury
*Professeure titulaire de droit
Osgoode Hall School of Law*



Carol Liao
*Professeure agrégée
Peter A. Allard School of Law*



Cynthia Williams
*Professeure titulaire de droit emerita
Osgoode Hall School of Law*



Janis Sarra
*Professeure titulaire de droit
Peter A. Allard School of Law*



Terri-Lynn Williams-Davidson, CR,
*Gid7ahl Gudslaaay Lalaxaaygans
Avocate-conseil
Haida Nation*

BIENVENUE À NOTRE NOUVELLE CO-INVESTIGATRICE PRINCIPALE



Sara Ghebremusse
*Chaire Cassel Brock en droit
minier et finance
Western Law*

CHERCHEURS AFFILIÉS

Gideon Odionu
Helen Tooze
Ivan Tchotourian
Jeffery G. Hewitt
John Borrows
Julie Biron
Margot Hurlbert
Pascale Cornut St-Pierre
Patrick Mignault
Sara Seck
Stéphane Rousseau
Temitope Onifade

COMITÉ CONSULTATIF

Andrea Moffat
Barnali Choudhury
Carol Liao
Catherine McCall
Cynthia Williams
David Estrin
Ed Ma, CR
Eli Angen
Gigi Dawe
Janis Sarra
Maryam Golnaraghi
Nicolina Farella
Peter Rozee
Poonam Puri
Roopa Davé
Sara Ghebremusse
Stefanie Butt
Terri-Lynn Williams-Davidson, CR,
Gid7ahl Gudslaaay Lalaxaaygans

RECONNAISSANCE

Nos donateurs

La générosité de nos donateurs nous permet de mener à bien les activités décrites dans ce rapport annuel. Nous remercions de tout coeur les fondations suivantes :



LA FONDATION JARISLOWSKY



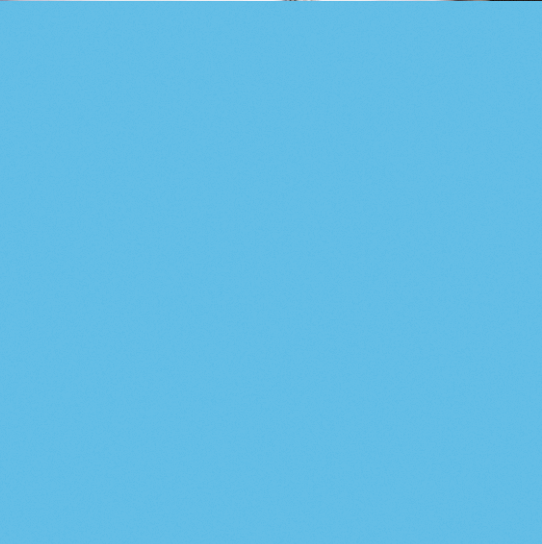
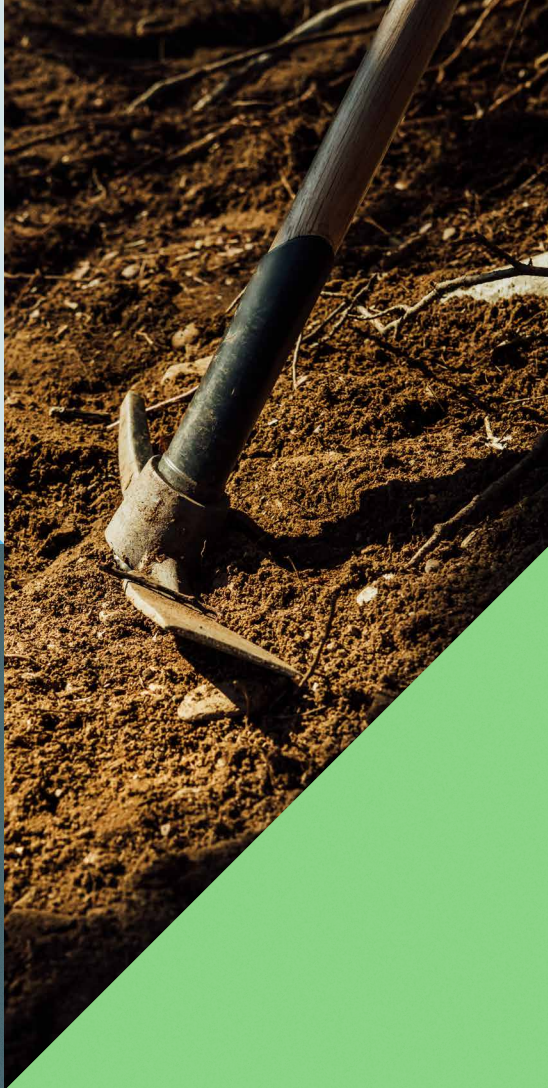
I V E Y foundation

Notre travail est rendu possible par une communauté dynamique, en particulier la Peter A. Allard School of Law et la Osgoode Hall Law School auxquels nous sommes affiliés :



PETER A. ALLARD
SCHOOL OF LAW

THE UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA



Canada Climate
Law Initiative

L'Initiative canadienne
de droit climatique



cli.ubc.ca/fr